



MONTMOROT - DOLE - SAINT AMOUR - PIERRE DE BRESSE

Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée

ABCD Géomètres Experts

BOUILLIER - CRETIN MAITENAZ – DIGARD

MONTMOROT - DOLE - SAINT AMOUR - PIERRE DE BRESSE

Email : abcd@geometre-jura.com

Site Internet : www.geometre-jura.fr



ORDRE DES
GÉOMÈTRES-EXPERTS

Commune des CROZETS

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

MAITRE D'OUVRAGE:

Commune des CROZETS

1, crêt aux fourmis

39260 LES CROZETS

Tél. : 03 84 44 87 87

BUREAU D'ETUDES :

SELARL ABCD

Route de Lyon

39 570 MONTMOROT

Tél. 03.84.47.15.78

Fax. 03.84.47.07.86

Préambule

Chaque année, les élus sont confrontés à des problèmes de stagnation d'eaux usées proches des habitations, de rejets dans les fossés publics ou les rivières, d'odeurs nauséabondes et quelquefois de plaintes.

Paradoxalement, l'élévation générale du niveau de vie entraîne une augmentation continue de la consommation d'eau des ménages et par conséquent une du volume des rejets d'eaux usées. C'est ainsi qu'en 30 ans, la consommation d'eau des ménages a plus que doublé sans que les systèmes de traitement collectif ou individuel n'aient toujours pu s'adapter à cette évolution.

La préservation de l'environnement, celle de la qualité des eaux superficielles ou souterraines et l'amélioration du cadre de vie constituent une des richesses de nos communes.

En milieu urbain dense et rapproché, l'évacuation des eaux usées superficielles est simple car les rejets sont transportés par canalisations, collectant sur leur passage l'ensemble de l'agglomération vers une station d'épuration.

Ce schéma de l'assainissement collectif est réputé donner satisfaction dans le contexte urbain ou bien lorsque l'habitat est suffisamment aggloméré pour supporter la charge financière de cet investissement et la répartir sur un grand nombre d'usagers.

Mais dans les secteurs ruraux, ce type d'assainissement n'est pas toujours la solution la mieux adaptée, que ce soit techniquement, socialement et financièrement.

Dans ce contexte général, la Commune des CROZETS, dans le département du Jura, s'est engagée à résoudre ses problèmes d'assainissement dans les prochaines années en y consacrant les moyens nécessaires mais à un coût raisonnable.

Le présent dossier d'enquête publique, conformément à l'article R123-11 du code de l'urbanisme, a pour objectif d'informer le public sur les solutions d'assainissement envisageables sur le territoire communal justifié par le scénario de zonage retenu par le conseil municipal.

La portée du zonage d'assainissement est détaillée par la Circulaire du 22 mai 1997.

«La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement

- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaire à leur desserte. »

L'enquête publique, d'une durée minimum d'un mois, permet de recueillir les appréciations, les suggestions et contrepropositions du public. Celles-ci seront étudiées par un commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif. Les conclusions du rapport du commissaire enquêteur permettront au conseil municipal d'apporter des modifications éventuelles au projet de zonage avant délibération. Un contrôle de légalité sera réalisé par le Préfet.

Le tracé du périmètre des zones d'assainissement est établi sur un fond cadastral. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal s'il existe. Toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur le territoire communale tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Lexique

Assainissement collectif : système d'assainissement effectuant, en domaine public la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles raccordés au réseau public d'assainissement.

Assainissement non collectif : par assainissement non collectif appelé aussi assainissement autonome ou individuel, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux pluviales : eaux résultant de la pluie.

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, sales d'eau...) et les eaux vannes (provenant des WC et des toilettes).

Épuration : ensemble des procédés de traitement des eaux usées permettant d'obtenir des eaux conformes aux objectifs de réduction de pollution.

Equivalent-habitant (EH) : quantité moyenne de pollution produite en un jour par une personne fixée par la directive européenne à 60g de DBO5.

Réseau séparatif : système de collecte évacuant les eaux usées domestiques dans un réseau spécifique.

Réseau unitaire : système de collecte évacuant les eaux pluviales et les eaux usées domestiques dans un même réseau.

Schéma directeur d'assainissement : document opérationnel permettant de définir la politique d'assainissement de la commune.

SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif

Zonage d'assainissement : délimitation des territoires de la commune relevant de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif et de zones dans lesquelles des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, ou de zones dans lesquelles il est nécessaire, dans certains cas de pollution, de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Sommaire

1	Présentation du zonage d'assainissement.....	6
1.1	L'assainissement.....	6
1.2	L'assainissement collectif.....	7
1.3	L'assainissement non collectif.....	8
2	Présentation de la commune des Crozets.....	10
2.1	Situation géographique.....	10
2.2	Population et activités économiques.....	11
2.3	Urbanisation.....	11
2.4	Alimentation en eau potable.....	11
2.5	Caractéristique du milieu naturel.....	11
2.5.1	Hydrographie et hydrogéologie.....	11
2.5.2	Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).....	12
2.5.3	Géologie.....	14
2.5.4	Natura 2000.....	18
2.5.5	Les zones humides.....	20
2.5.6	Risques naturels et technologiques.....	21
2.5.6	Ecologie.....	22
2.6	Arrêté portant déclaration d'utilité publique : Captages de la source.....	24
3	Assainissement existant.....	24
3.1	Assainissement collectif.....	24
3.2	Assainissement non collectif.....	24
4	Propositions des scénarii.....	25
4.1	Coûts unitaires utilisés pour le chiffrage des différents scénarii.....	25
4.2	Coûts utilisés dans l'étude des scénarii d'assainissement.....	25
4.3	Scénario 1.....	29
4.4	Scénario 2.....	33
5	Synthèse.....	35
6	Choix du Conseil Municipal.....	36
6.1	L'assainissement collectif.....	36
6.2	L'assainissement non collectif.....	36
6.3	Le zonage relatif aux eaux pluviales.....	36

1 Présentation du zonage d'assainissement

La loi sur l'eau du 31 décembre 2006 a renforcé les dispositions concernant l'assainissement, dont la responsabilité d'organisation et de contrôle incombe aux communes.

Par ailleurs, l'article 16 du décret n°94-469 du 3 juin 1994, pris en application de la loi sur l'eau impose aux communes l'élaboration d'un programme d'assainissement qui prendra en compte les données environnementales existantes et qui sera concrétisé par un Schéma Directeur d'Assainissement.

Ainsi conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique.

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

1.1 L'assainissement

L'assainissement a pour objectif de protéger la santé et la salubrité publique ainsi que l'environnement contre les risques liés aux rejets des eaux usées et pluviales notamment domestiques. En fonction de la concentration de l'habitat et des constructions, l'assainissement peut être collectif ou non collectif. Les communes ont la responsabilité sur leur territoire de l'assainissement collectif et du contrôle de l'assainissement non collectif.

Au fil du temps, la réglementation nationale sur l'assainissement a été précisée et complétée pour répondre à l'évolution des enjeux sanitaires et environnementaux. Elle est aujourd'hui fortement encadrée au niveau européen. La directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées urbaines a ainsi fixé des prescriptions minimales européennes pour l'assainissement collectif des eaux usées domestiques.

La transcription dans le droit français de cette directive est inscrite dans le code général des collectivités territoriales, qui régit notamment les modalités de fonctionnement et de paiement des services communaux d'assainissement, les responsabilités des communes en la matière et les rapports entre les communes et organismes de coopération intercommunale. Le code de la santé publique précise les obligations des propriétaires de logement et autres locaux à l'origine de déversements d'eaux usées.

Les installations d'assainissement les plus importantes sont soumises à la police de l'eau en application du code de l'environnement en ce qui concerne les rejets d'origine domestiques. Les rejets industriels et agricoles sont réglementés dans le cadre de la police des installations classées.

1.2 L'assainissement collectif

Dans les zones d'assainissement collectif, les communes sont ainsi tenues d'assurer :

- la collecte et le transport des eaux usées domestiques ;
- le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux collectées ;
- l'élimination des boues d'épuration ;
- le contrôle des raccordements au réseau public de collecte.

La commune est donc responsable de la mise en place, de l'entretien, du fonctionnement de l'ensemble de la filière et des dégâts provoqués aux propriétaires.

Deux types de réseau

Les communes peuvent installer deux types de réseau :

Le réseau séparatif, c'est celui qui est recommandé : il assure une gestion distincte des eaux suivant qu'elles doivent ou non faire l'objet d'un traitement avant leur rejet. Autrement dit, ce système est composé de deux réseaux, un pour les eaux usées, l'autre pour les eaux pluviales. Soit la commune dispose de deux réseaux distincts et les eaux de pluie sont collectées et rejetées par la commune. Soit chaque particulier doit avoir un système d'évacuation individuelle des eaux de pluie ;

Le réseau unitaire d'assainissement : c'est un réseau unique d'égout recueillant l'ensemble des eaux usées et les eaux pluviales. Ce type de réseau n'est autorisé que si le mélange des eaux n'entraîne pas de problème d'épuration. Par ailleurs, cela suppose un dispositif permettant de réguler le flux envoyé vers le système de traitement en cas de fortes pluies.

Raccordement des immeubles au tout à l'égout

C'est le code de la Santé Publique qui détermine le régime applicable au raccordement au tout à l'égout et qui institue l'obligation générale de raccordement, sous réserve de certaines dispenses.

Obligation de raccordement

Le raccordement des immeubles aux égouts publics est une obligation applicable à l'ensemble des propriétaires, sauf exceptions (voir ci-dessous). Pour les eaux usées, cette obligation résulte de l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique.

Dispense de raccordement

L'obligation de raccordement comporte des exceptions et certains immeubles en sont dispensés.

Ainsi en est-il :

- des immeubles non desservis par le réseau, en l'absence d'accès à la voie publique. A contrario, sont donc astreints à raccordement toutes les propriétés ayant accès à la voie publique, soit directement, soit au moyen d'une voie privée ou d'une servitude de passage ;

- si le raccordement se heurte à des difficultés particulières, dès lors que l'immeuble bénéficie d'une installation d'assainissement autonome conforme ;

- des immeubles dont l'état de dégradation est tel que le raccordement devient superflu (immeubles déclarés insalubres ou frappés d'un arrêté de péril, immeubles en ruine).

Pour les logements construits après la mise en service du tout à l'égout, le raccordement doit être réalisé lors des travaux de construction.

Contrôle des travaux de raccordement

Les communes sont investies d'une mission générale de contrôle des raccordements au réseau public. Le contrôle porte à la fois sur la conformité de la partie privée du raccordement et sur les ouvrages incorporés au réseau public.

1.3 L'assainissement non collectif

Lorsque le logement n'est pas raccordé au tout à l'égout, soit parce qu'il n'y en a pas, soit parce que le logement est dispensé de raccordement, **il doit disposer d'un système individuel d'assainissement.** On parle couramment en la matière de fosses septiques même si ce terme ne reflète pas toute la réalité des installations individuelles possibles.

L'assainissement individuel concerne 5,4 millions de logements en France. 80% des installations existantes sont défectueuses ou mal entretenues et près de 600 000 logements déversent tout simplement leurs eaux usées dans la nature. Cela est source de risque pour notre environnement et pour la santé publique.

C'est la raison pour laquelle la loi du 12 juillet dernier, dite loi Grenelle II est venue renforcer les prescriptions en la matière, en rendant obligatoire, depuis le 1er janvier 2011, le **diagnostic assainissement** lors de la vente d'un logement non raccordé au tout à l'égout.

Si le logement n'est pas situé dans une zone d'assainissement collectif, il doit disposer d'un assainissement individuel. Ce peut être également le cas s'il en est dispensé compte tenu des difficultés techniques de raccordement.

En résumé, l'assainissement non collectif n'est pas moins efficace que l'assainissement collectif, la surveillance, le contrôle et l'entretien sont les trois critères majeurs pour un fonctionnement optimal.

Il existe différents procédés d'assainissement individuel. L'installation d'un tel système doit être réalisé fait par des sociétés privées et mérite une étude du logement et du terrain. Il faut en effet tenir compte du logement (surface, nombre d'installations sanitaires, nombre d'occupants) ainsi que de la nature du sol et son inclinaison.

Les eaux usées collectées sont récupérées et prétraitées dans une fosse de décantation permettant la séparation la décantation des matières en suspension ainsi que la rétention des éléments flottants. Les eaux usées sont ensuite traitées ; l'élimination de la pollution se fait par dégradation biochimique (bactéries) grâce au passage dans un réacteur chimique naturel. Il peut s'agir soit d'un sol naturel, soit d'un sol reconstitué. En principe, c'est un massif de sable (plusieurs couches de sable).

Le contrôle des installations

Depuis la loi sur l'eau de 2006, les communes ont l'obligation de contrôler toutes les installations individuelles. Elles devaient le faire avant le 31 décembre 2012. Par conséquent, certains logements ont

déjà été contrôlés mais pas tous. Avec la loi de juillet dernier dite Grenelle II, les choses se sont accélérées puisque **depuis le 1er janvier 2011, le vendeur doit joindre au compromis de vente un diagnostic assainissement si le bien est situé dans une zone d'assainissement non collectif.**

L'objectif est double : il s'agit d'une part, comme pour tous les autres diagnostics, de protéger l'acheteur qui est ainsi mieux informé sur l'état du logement et le vendeur qui évite toute mise en jeu de sa responsabilité. D'autre part, cela permet de vérifier le fonctionnement et l'entretien des dispositifs d'assainissement individuel. A terme, ce contrôle vise à améliorer la qualité des installations par la réalisation de travaux de mise en conformité si nécessaire.

Ce sont les communes qui assurent le contrôle des installations, via le service public d'assainissement non collectif, **le SPANC**. A ce jour, la commune est donc le seul interlocuteur en matière d'assainissement. Des agents du SPANC se déplacent chez les usagers, à l'issue du contrôle, l'usager recevra de la commune un rapport de visite, rapport devant être joint au compromis de vente puis à l'acte de vente.

Le contenu du diagnostic

Le SPANC évalue les risques pour la santé et les risques de pollution de l'environnement présentés par l'installation. Il établit si nécessaire des recommandations au propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. En cas de risques pour la santé ou l'environnement, le SPANC fixe la liste des travaux à réaliser, classés par ordre de priorité. En cas de non-conformité, la loi oblige l'acquéreur à réaliser les travaux nécessaires, et ce dans le délai d'un an après la signature de l'acte de vente définitif. Ainsi, contrairement aux autres diagnostics vente qui ne sont que purement informatifs, le diagnostic assainissement peut être contraignant.

2 Présentation de la commune des Crozets

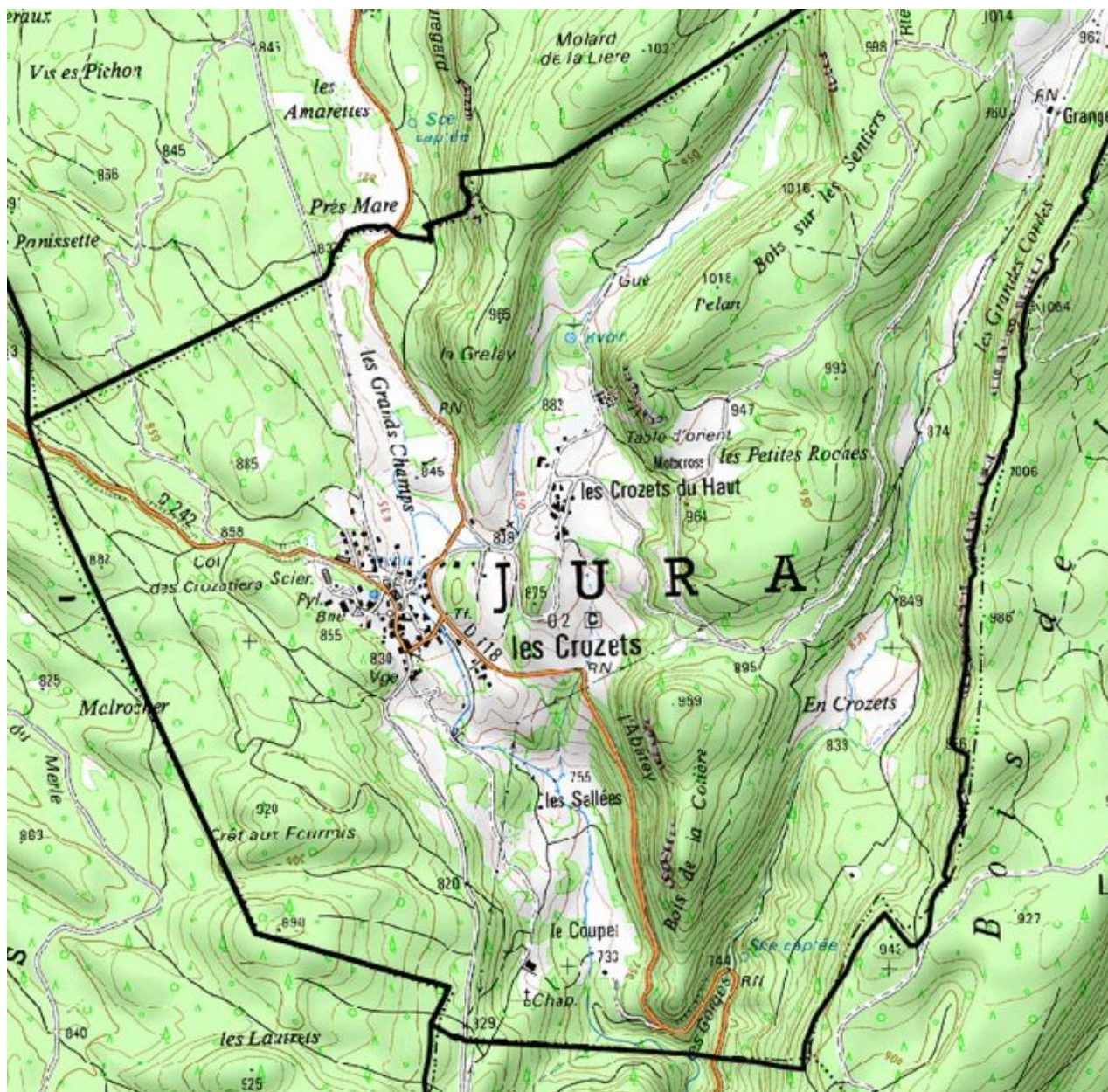
2.1 Situation géographique

La Commune des Crozets se situe dans le département du Jura et fait partie de la Communauté de Communes Jura Sud qui regroupe 17 communes.

Les principales dessertes routières est la D 118 et la D 242. L'habitat se concentre sur le village et le hameau des Crozets du Haut.

Cette commune rurale de montagne située dans le Massif du Jura, dont l'altitude varie entre un minimum de 720 mètres et un maximum de 1 064 mètres pour une altitude moyenne de 892 mètres couvre une superficie de 759 hectares soit 7,59 km².

Les Crozets est une commune du Parc naturel régional du Haut-Jura. La commune dont la mairie se situe à 831 mètres d'altitude n'accueille aucune réserve naturelle sur son territoire.



2.2 Population et activités économiques

La population de la commune des Crozets est présentée dans le tableau ci-dessous :

2016
211

Le nombre total d'habitations recensées en 2016 est de 115, dont ce qui indique un taux moyen de 1.83 habitants par logement.

2.3 Urbanisation

La commune ne dispose pas de document d'urbanisme.

Un PLU Intercommunal est en cours de réflexion.

2.4 Alimentation en eau potable

La Consommation annuelle communale s'élève à 7801 m³ par an soit 21,37 m³ par jour pour 115 branchements recensés, soit une consommation moyenne de 67,83 m³ par an et par branchement.

En considérant une population de 211 personnes, la consommation spécifique est de :

- $21,37 \text{ m}^3 / 211 = 101.27$ litres par jour par habitant.

2.5 Caractéristique du milieu naturel

2.5.1 Hydrographie et hydrogéologie

La commune est drainée par le Lizon qui s'écoule du bourg vers le Sud. Il prend sa source dans la combe du Tour quelques kilomètres en amont des Crozets du haut.

Le Lizon présente un important intérêt faunistique : en aval du bourg, à un peu plus d'un kilomètre, des écrevisses à pieds blancs ont été répertoriées. Ce milieu naturel constitue un des sites Natura 2000, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats.

2.5.2 Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Une znieff est une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. Cette zone n'est pas un dispositif de protection réglementaire, même si elle implique un porter à connaissance en cas de projet la concernant.

Les znieff sont créées lors de la réalisation d'inventaires naturalistes dans le cadre de l'Inventaire national du patrimoine naturel. Une fois leur intérêt reconnu et leur validation par un comité d'experts scientifiques, ces zones deviennent des instruments de connaissance mais aussi d'aménagement du territoire.

En effet, les znieff constituent une base pour la constitution de zones de conservation de la biodiversité ainsi que pour la prise en compte de l'environnement dans les projets d'aménagement (autoroute, trame verte, etc.). On distingue deux types de znieff :

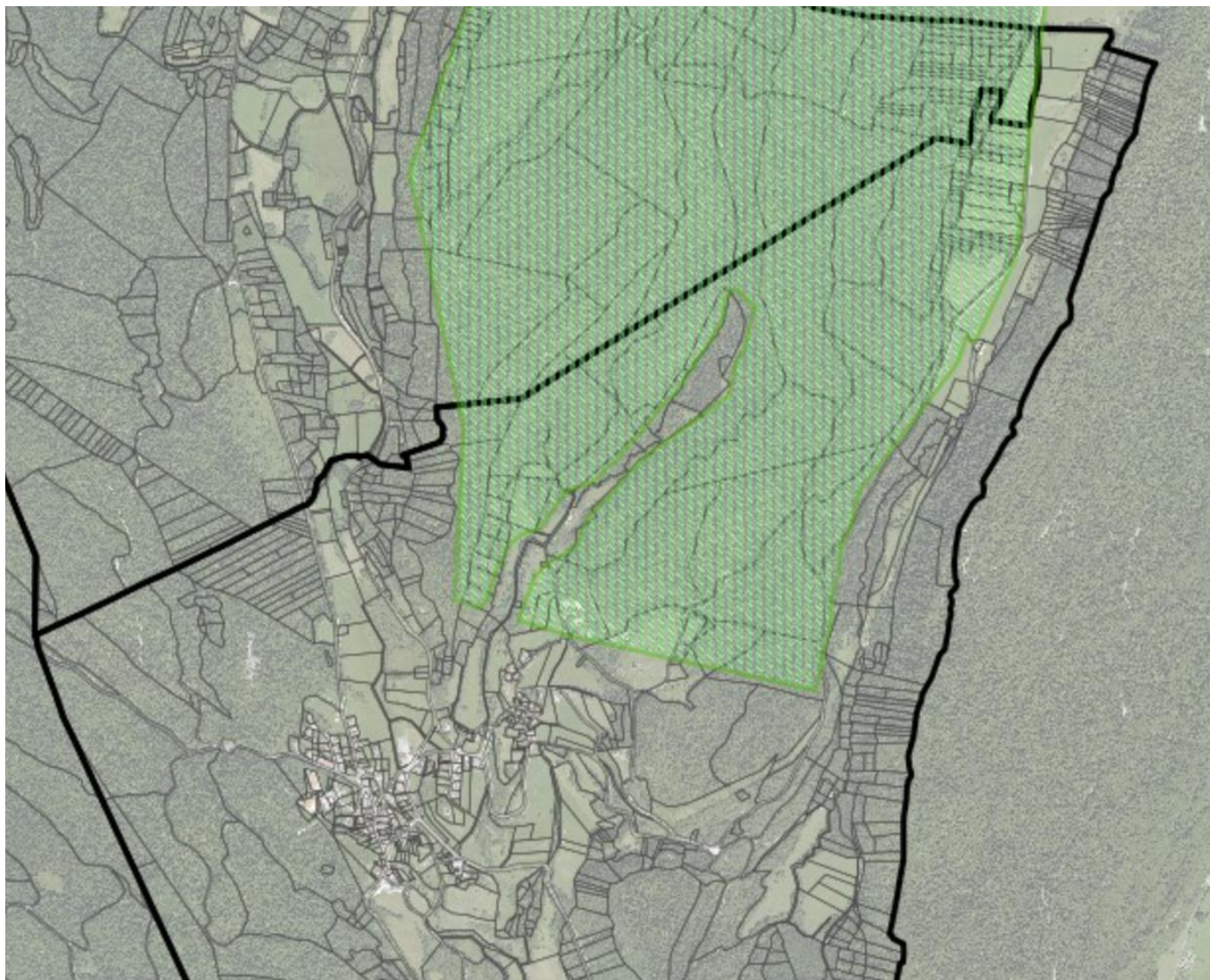
les **znieff de type I**, de dimensions réduites mais qui accueillent au moins une espèce ou un habitat écologique patrimonial. Ces znieff peuvent aussi avoir un intérêt fonctionnel important pour l'écologie locale ;

les **znieff de type II**, plus étendues, présentent une cohérence écologique et paysagère et sont riches ou peu altérées, avec de fortes potentialités écologiques.

Sur le territoire communal, les deux catégories de ZNIEFF sont présentes (cf. cartes ci-après).



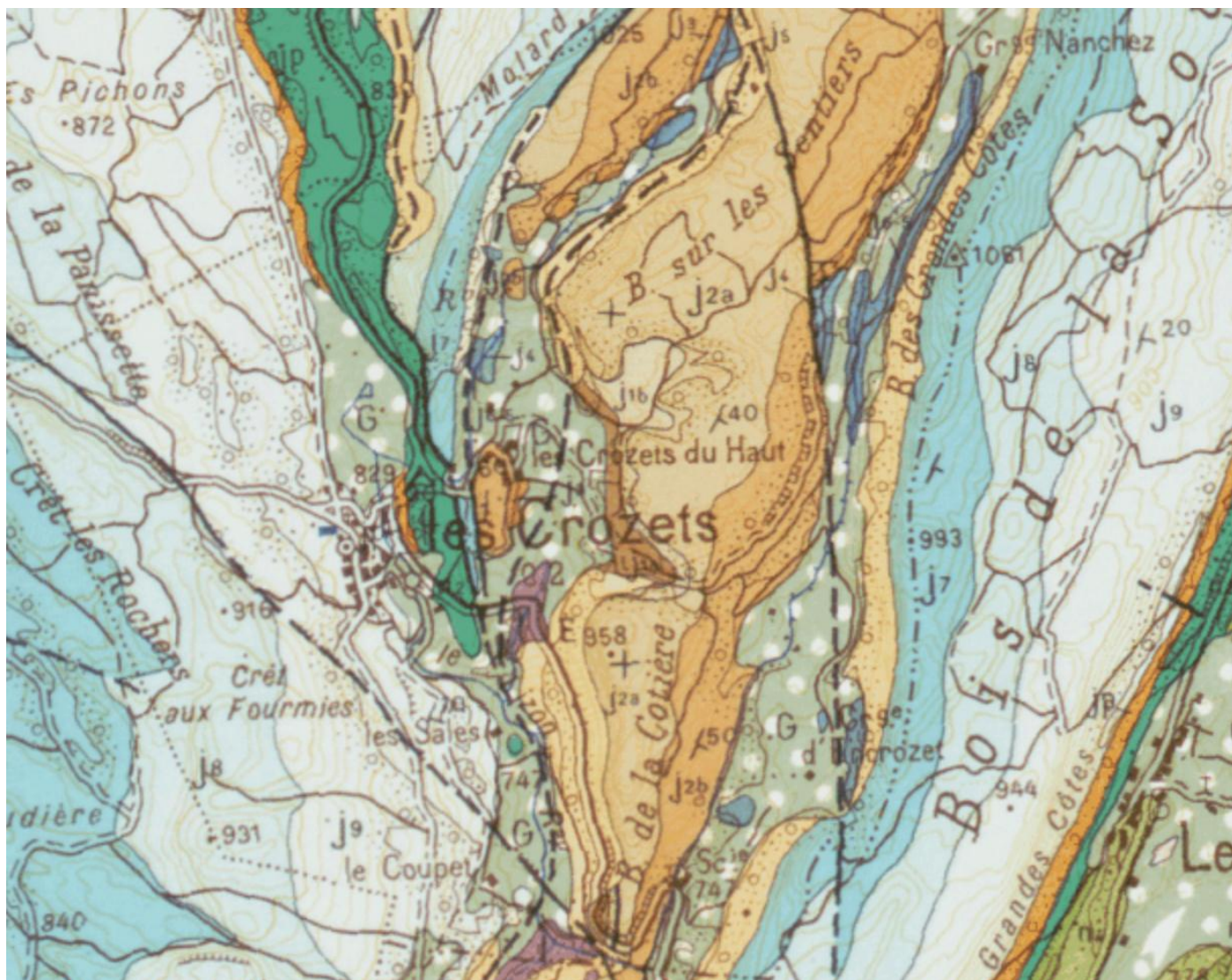
Type I



Type II

2.5.3 Géologie

La commune des Crozets est située au Sud d'une combe de flanc allongée et orientée Nord-Sud. La partie Est de la commune est fortement plissée et fracturée. Le redressement des couches amène à l'affleurement les marnes du Lias. L'ensemble des formations géologiques du Jurassique inférieur au Crétacé (Valanginien) sont présentes sur la commune. Un recouvrement morainique discontinu est présent dans la combe. Les sols ont une profondeur faible à moyenne (20 à 50 cm) : - le plus souvent faible et avec des niveaux marno-calcaires ou de calcaire dur en profondeur, au niveau du bourg - plus profonds en général et sur un sous-sol de moraine ou marno-calcaire dans le secteur des Crozets du Haut



Source BRGM

Le village est concerné par trois grandes formations qui sont :

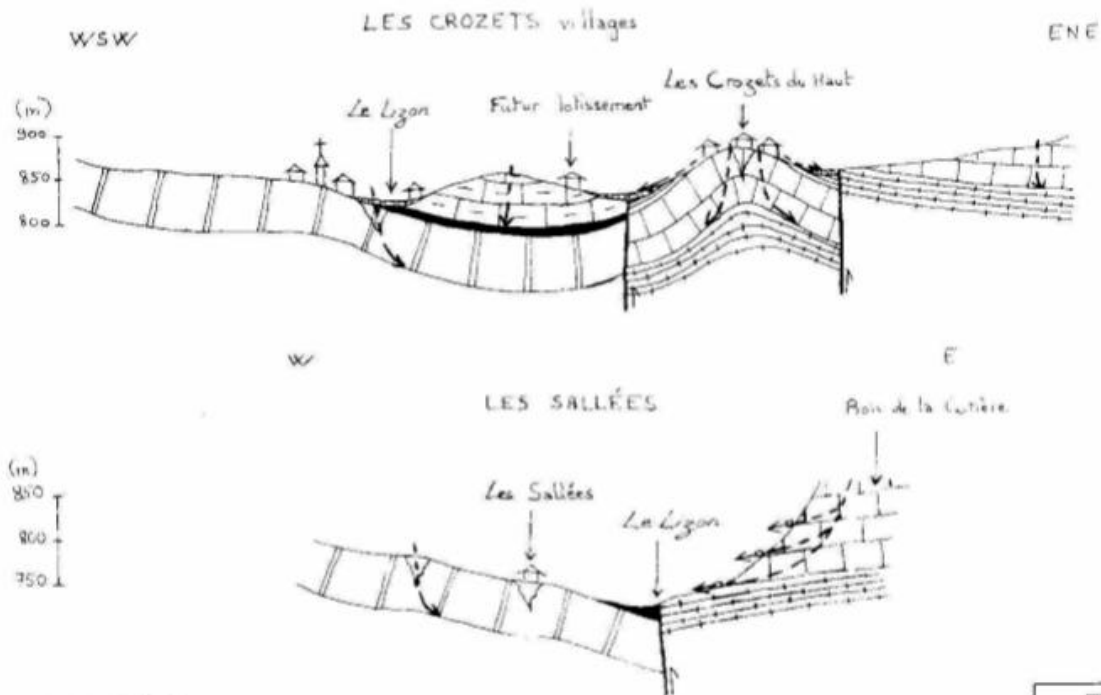
j2. Bathonien (puissance estimée à 150 m). Il est constitué par un ensemble de calcaires de teinte blanche ou crème dont la patine est, elle-même, beaucoup plus claire que celle, brunâtre, du Bajocien sous-jacent. La série type est la suivante : - 15 m de calcaires fins qui peuvent contenir des silex ou des nodules siliceux ; - 30 m de calcaires en gros bancs, à structure graveleuse bien marquée, renfermant de nombreux débris de Lamellibranches ; - une centaine de mètres de calcaires où dominent le faciès oolithique, mais où l'on rencontre aussi des calcaires gravo-oolithiques à entroques disséminées, des calcaires massifs, microgrumeleux à micritiques, des niveaux à pisolithes beiges, des intercalations de calcaires argileux jaunâtres en petits bancs avec interlits marneux feuilletés. Le Bathonien se termine fréquemment par des calcaires plus grossiers à entroques et Bryozoaires, les derniers bancs se chargeant d'oxyde de fer qui ponctue la roche. On observe plusieurs surfaces d'omission rubéfiées et parfois taraudées. Les calcaires bathoniens qui affleurent très largement sur cette feuille, et souvent en surfaces horizontales, sont particulièrement vulnérables à la karstification et au développement de lapiez.

j9. Portlandien. Il est caractérisé par son allure massive, ses bancs épais et par la multiplicité des faciès qui s'interpénètrent et se répètent un certain nombre de fois. Faciès du calcaire lithographique café au lait, à flammures gris bleu à roses, dendrites de manganèse et géodes de

calcite, dur et se présentant en bancs massifs de plusieurs mètres d'épaisseur. Ce calcaire peut renfermer divers fossiles : — Nérinées et Pseudopolypiers branchus, sorte de boudins calcaires à patine foncée simulant des Polypiers branchus; la longueur de ces Nérinées (*Ptygmatis - 6 bruntrutana*) peut varier de 1 à 10 cm et leurs sections sont diversement orientées; Lamellibranches (*Trichites...*), radioles d'Oursins, Bryozoaires, Brachiopodes, Miliolidés et Textulariidés. — Algues du groupe des Dasycladacées (*Clypeina jurassica*, *Salpingoporella annulata*) (P. Donze). — Solénopores de grande taille (forêt de Vaucluse à l'Ouest de Moirans-en-Montagne). Faciès du calcaire oolithique. On trouve les mêmes variétés de calcaires oolithiques que dans le Rauracien supérieur, avec les mêmes caractéristiques pétrographiques : oolithe blanche, friable, à galets; oolithe dure, rose ou jaune à cassure conchoïdale; calcaires oolithiques où les oolithes sont disséminées dans le ciment cryptocristallin. Faciès du calcaire dolomitique et des cargneules qui se présente soit en gros bancs massifs (plusieurs mètres), soit en petits bancs de 5 à 10 cm, soit encore en fines plaquettes rubanées de 2 à 5 mm; la couleur s'étend du jaune citron au gris verdâtre en passant par le vert olive pâle; le toucher rugueux est caractéristique car le grain, qui est fin, est formé de très nombreux et petits cristaux de dolomie cristalline transparente, noyés dans une pâte beige clair; parfois, on peut observer de fines intercalations marneuses, parfois aussi de nombreuses paillettes de mica noir; la faune est pauvre : quelques Bryozoaires branchus, *Trigonia gibbosa*. Ces calcaires sont vacuolaires et il n'est pas rare de pouvoir observer de très beaux bancs de cargneules. Faciès des calcaires bréchiques, en bancs massifs de plusieurs mètres d'épaisseur, café au lait foncé à blanc laiteux, contenant des éléments anguleux de dimensions très variables (2 à 3 cm en moyenne) et faciles à détacher. Le Portlandien est généralement très épais : de 80 à 150 m dans le Vignoble, il peut atteindre 200 m dans la région de Dortan - Oyonnax et 220 m dans celle de Chancia, Jeurre et Martigna. Au point de vue géomorphologique, le Portlandien donne souvent naissance à de très belles et puissantes falaises lorsqu'il est découpé par les rivières, mais il constitue aussi de vastes surfaces faiblement ondulées où les niveaux tendres (faciès dolomitique, faciès oolithique friable, niveaux plus marneux) sont occupés par de petites combes, tandis que les niveaux plus durs (calcaire lithographique, calcaire oolithique dur, cargneules) déterminent des crêts peu importants.

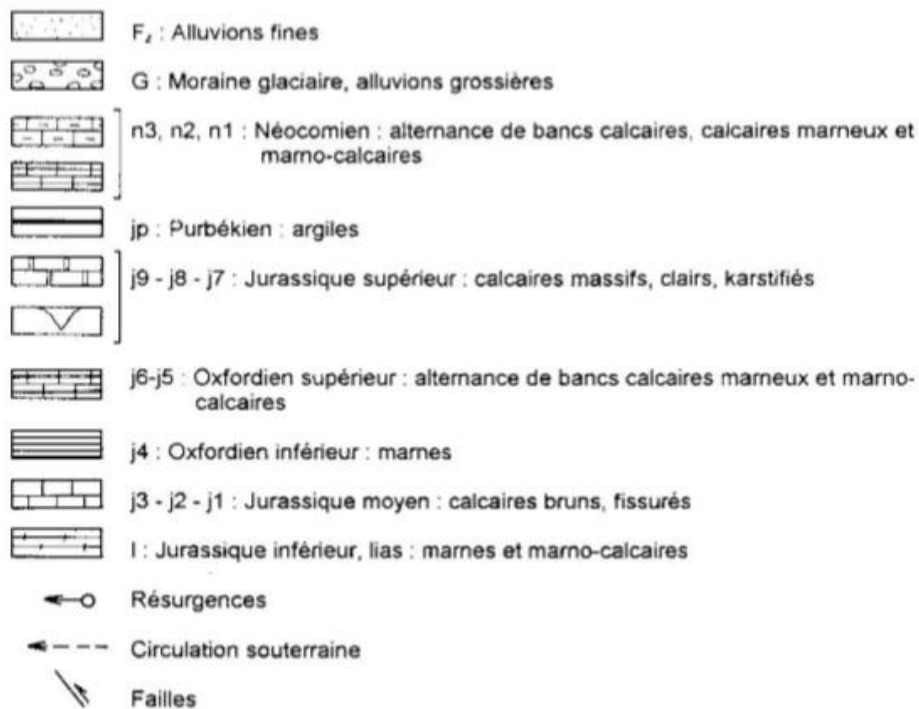
j4. Oxfordien inférieur. Il se présente sous le faciès classique de marnes grisnoir, riches, à leur base, en petites Ammonites pyriteuses (*Creniceras renggeri*, *Cardioceras cordatum* ou *praecordatum*, *Perisphinctes* sp., *Phylloceras* sp.) et en Bélemnites (*Belemnites hastatus*). Les affleurements de ces marnes sont assez rares, car elles sont soit laminées par la tectonique, soit recouvertes de dépôts d'altération ou d'alluvions tourbeuses. Morphologiquement, cependant, elles déterminent des combes nettement inscrites dans le paysage et elles sont responsables des vastes dépressions de la Thoreigne et d'Echailla. Leur épaisseur a été estimée à une cinquantaine de mètres.

COMMUNE DES CROZETS
COUPES GEOLOGIQUES SCHEMATIQUES



ECHELLE : 1/5 000

EDG 6117F -02



Sources : Profils études

2.5.4 Natura 2000

Les fondements et les principes de la démarche Natura 2000

L'idée est de « maintenir ou rétablir la biodiversité en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et des particularités locales et régionales, ceci dans une logique de développement durable » (art. 2, directive 92/43/CEE).

En effet, la particularité de cet outil de gestion est de proposer un double objectif :

contribuer à conserver la biodiversité en maintenant le bon état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ;

contribuer au développement durable des activités et à la valorisation du territoire en s'appuyant sur un mode de gouvernance des territoires.

À terme, l'objectif de cette démarche vise à trouver le point d'équilibre entre le développement économique et la préservation des richesses naturelles d'intérêt communautaire d'un site, et plus globalement du réseau européen.

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 : les ZPS et les ZSC.

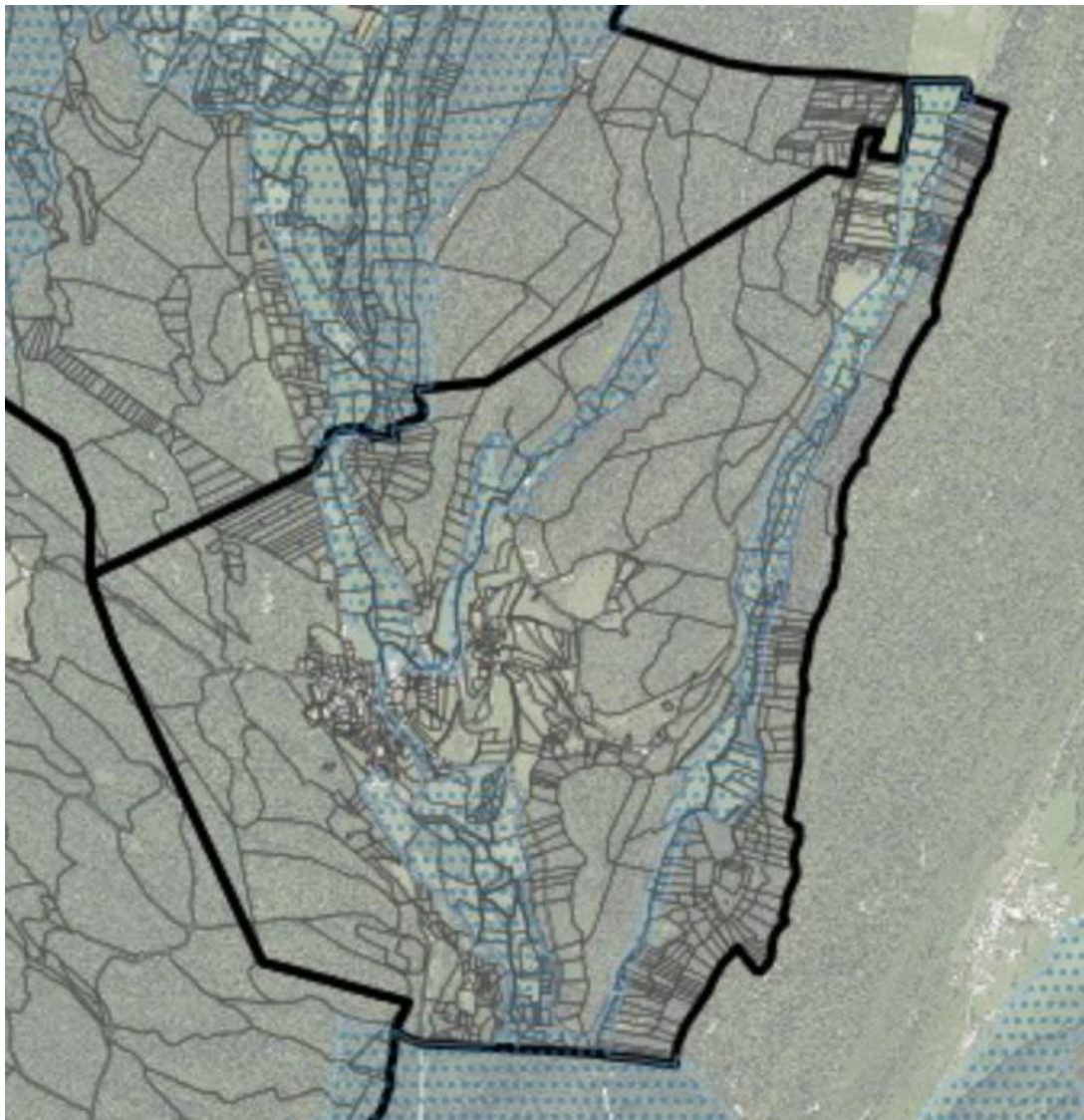
Zone de protection spéciale : La directive Oiseaux de 1979 demandait aux États membres de l'Union européenne de mettre en place des ZPS ou zones de protection spéciale sur les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie afin d'assurer un bon état de conservation des espèces d'oiseaux menacées, vulnérables ou rares. Ces ZPS sont directement issues des anciennes ZICO (« zone importante pour la conservation des oiseaux », réseau international de sites naturels importants pour la reproduction, la migration ou l'habitat des oiseaux) mises en place par BirdLife International. Ce sont des zones jugées particulièrement importantes pour la conservation des oiseaux au sein de l'Union, que ce soit pour leur reproduction, leur alimentation ou simplement leur migration. Descendant en droite ligne des ZICO déjà en place, leur désignation est donc assez simple, et reste au niveau national sans nécessiter un dialogue avec la Commission européenne.

Zone spéciale de conservation : Les zones spéciales de conservation, instaurées par la directive Habitats en 1992, ont pour objectif la conservation de sites écologiques présentant soit :

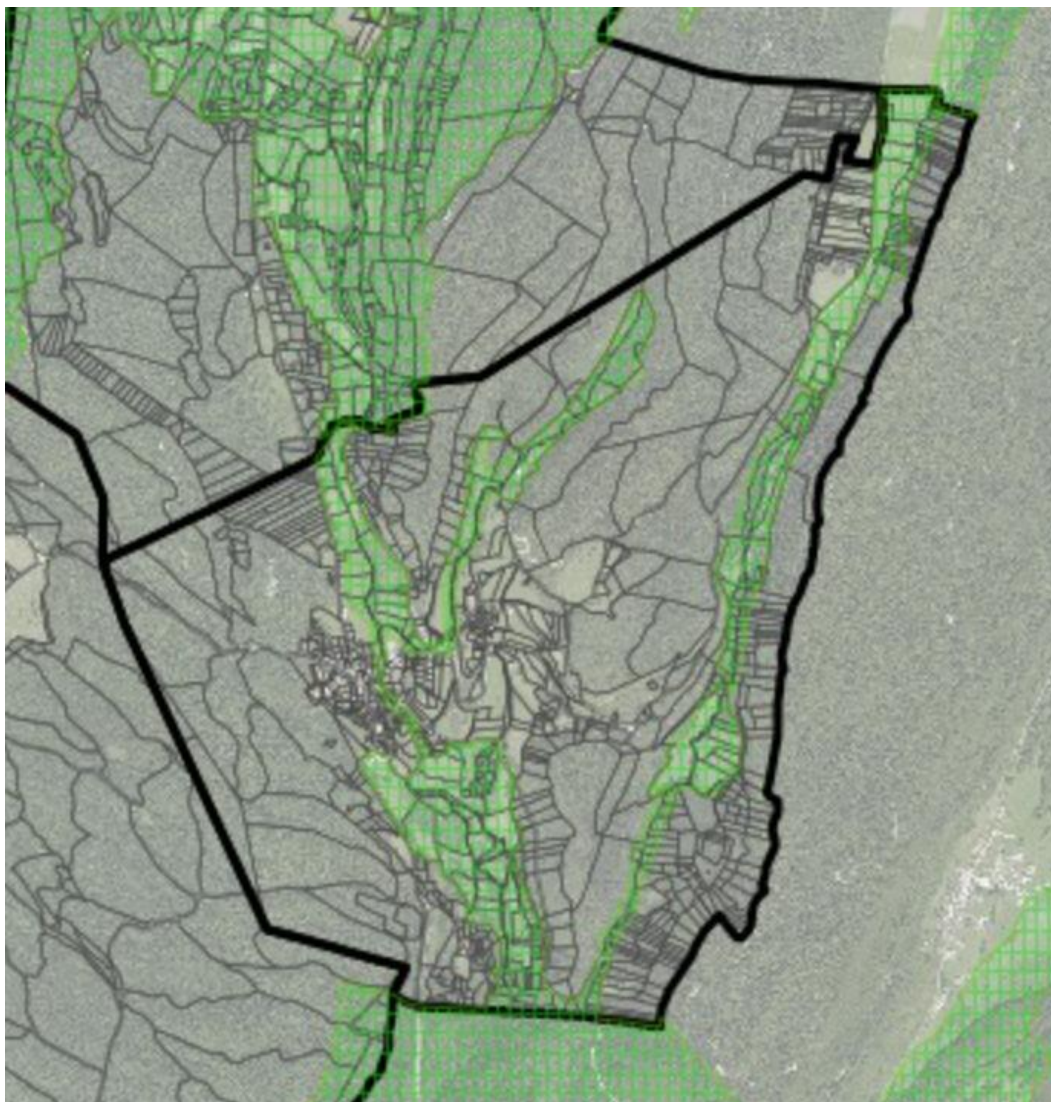
des habitats naturels ou semi-naturels d'intérêt communautaire, de par leur rareté, ou le rôle écologique primordial qu'ils jouent (dont la liste est établie par l'annexe I de la directive Habitats) ;

des espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire, là aussi pour leur rareté, leur valeur symbolique, le rôle essentiel qu'ils tiennent dans l'écosystème (et dont la liste est établie en annexe II de la directive Habitats).

Ces deux zones sont présentes sur la commune (cf. cartes ci-après).



Zone de protection spéciale

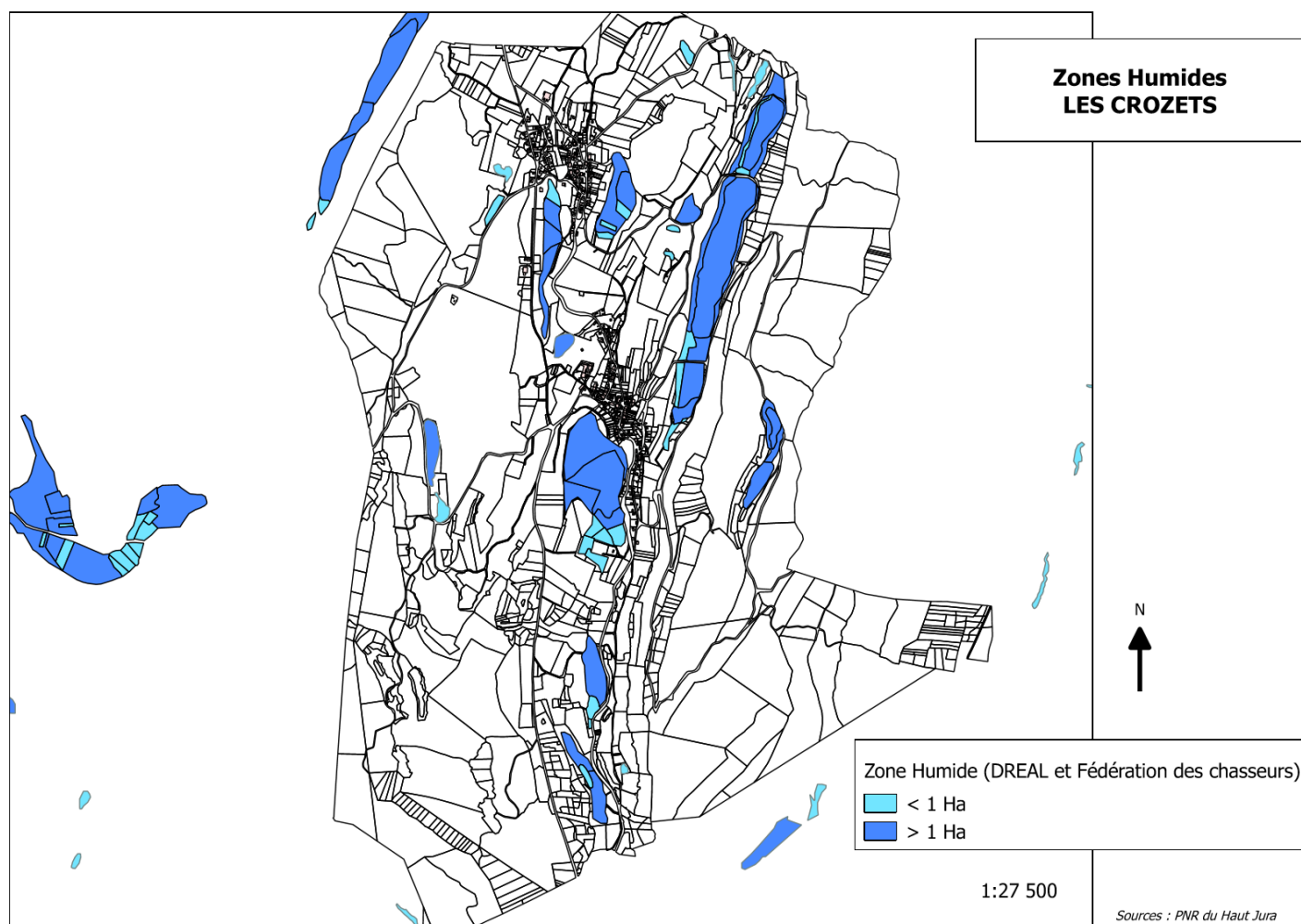


Zone spéciale de conservation

2.5.5 Les zones humides

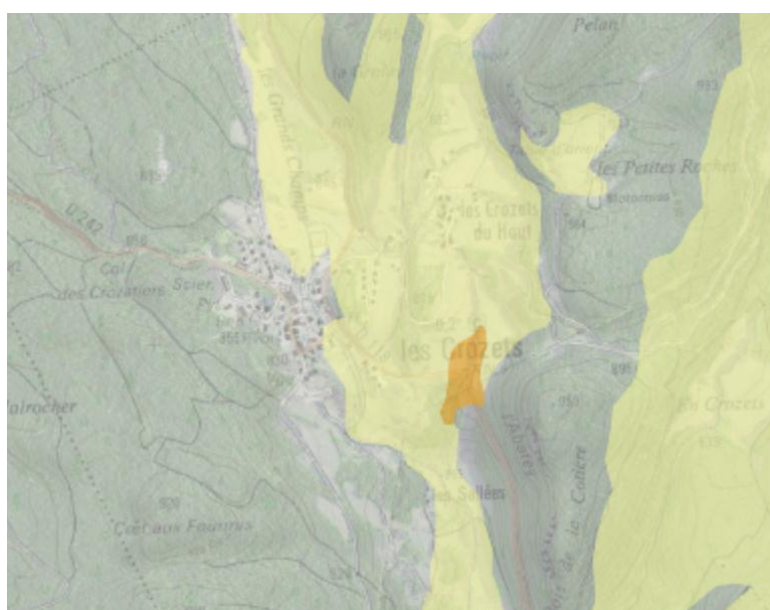
La DREAL de Franche Comté a recensé l'ensemble des zones humides dont la superficie est supérieure à 1 hectare. Cet inventaire a été complété par la Fédération des Chasseurs du Jura sur des surfaces inférieures.

Plusieurs zones humides sont recensées sur le territoire de la commune des Crozets.



2.5.6 Risques naturels et technologiques

D'après le portail des risques, la commune des Crozets est soumise à un risque faible ou à priori nul de retrait ou gonflement des argiles.



En terme de sismicité la commune se situe en zone sismique 3 (sismicité modérée).

La commune des Crozets n'est pas concernée par le risque naturel d'inondation, ni par les risques technologiques.

2.5.6 Ecologie

La commune des Crozets compte plusieurs zones écologiques remarquables dont un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope notifié par l' « ARRETE PREFECTORAL N°883 DU 01/07/2009 DE PROTECTION DE BIOTOPE DE L'ECREVISSE A PATTES BLANCHES ET DE LA FAUNE PATRIMONIALE ASSOCIEE »

Voir ANNEXE 5



LE LIZON

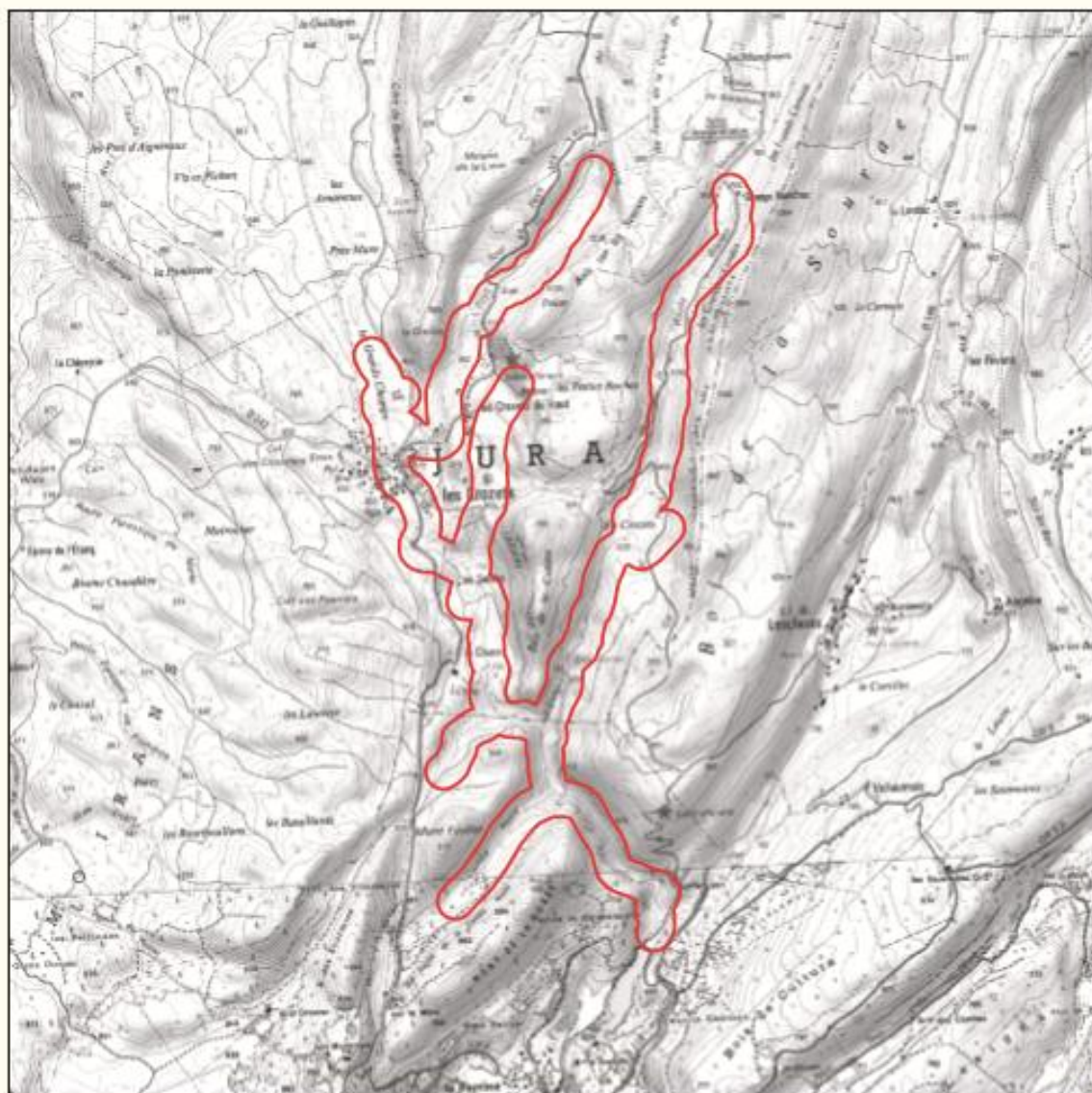


Surface : 254.01 ha

Altitude : 633 - 1016 m

Arrêté du 1/07/2009

Commune : Les Crozets, Ravilloles



Contour de l'APPB

© SCAN2S 2007 PROTOCOLE IGN - PARIS ©



DIREN de Franche-Comté - 5, rue du Général Sarail - BP 137 - 25014 Besançon CEDEX - Tél. 03.81.61.53.33 - diren@developpement-durable.gouv.fr

2.6 Arrêté portant déclaration d'utilité publique : Captages de la source.

La Commune des Crozets possède cinq sources pour alimenter son réseau d'eaux potable. Un arrêté de protection de ces captages a donc été réalisé mais aucune habitation n'est située dans ce périmètre car les périmètres de captages sont en amont du village.

Voir carte des périmètres en ANNEXE 7.

3 Assainissement existant

3.1 Assainissement collectif

Actuellement la Commune des Crozets ne dispose d'aucun système d'Assainissement Collectif. Le Village est doté d'un réseau collectant les eaux pluviales et les eaux sortantes des filières d'assainissement non collectif.

3.2 Assainissement non collectif

La totalité des logements des Crozets est pour le moment concernée par l'assainissement non collectif.

D'après les renseignements dont nous disposons nous pouvons avancer que 20 filières d'assainissement non collectif sont aux normes en vigueur sur les Crozets. Ces filières ont donc un prétraitement et un traitement correctement dimensionnés.

Nous partirons donc sur cette base pour les chiffrages des différents scénarii.

4 Propositions des scénarii

4.1 Coûts unitaires utilisés pour le chiffrage des différents scénarii

Parmi les différentes solutions envisageables, nous distinguons :

- l'assainissement individuel (maîtrise d'ouvrage privée) : assainissement au niveau de chaque habitation et éventuellement assainissement autonome regroupé sur plusieurs habitations lorsque les propriétaires décident de s'associer.

- l'assainissement collectif (maîtrise d'ouvrage publique) : au niveau du hameau ou d'un groupe de hameaux, ou raccordement au système.

4.2 Coûts utilisés dans l'étude des scénarii d'assainissement

Les coûts indiqués sont les coûts de programme établis hors sujétions particulières et par référence à des ouvrages similaires. La réalisation des phases Avant-projet permettra définir de façon précise les différents coûts des travaux.

Une moyenne d'incertitude de 20% a été prise en compte afin de définir les enveloppes budgétaires. De plus, l'acquisition du foncier ainsi que la desserte ne sont pas pris en compte dans le coût de la mise en place des installations de traitements collectifs.

Il est prévu un coût de **15 000 € HT** destiné à la maîtrise d'œuvre du projet.

Dans le cas où le scénario retenu contiendrait de nouveaux branchements, le prix des travaux chez les usagers (déconnexion de l'ouvrage de prétraitement et raccordement sur la boîte de branchement existante) est de **1 800 € HT**.

Diverses études (étude de sol, mesure de débits...) pourront également être nécessaire représentant un coût moyen de **8 000 € HT**.

Le coût de viabilisation de l'ouvrage de traitement (eau et électricité) a été estimé à **15 000 € HT**.

Les scénarii ont été chiffrés sur la base des coûts unitaires pratiqués dans les départements du Jura, du Doubs et de la Saône et Loire courant 2015 et 2016. Dans l'étude, nous avons utilisé le guide "**CHOIX DE TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT ADAPTEES AUX COMMUNES ET RUISSEAUX DE TETE DE BASSIN VERSANT**", les coûts datant de 2009, nous les avons donc actualisés.

Les coûts des installations d'assainissement autonome sont évalués de façon globale (création de dispositif de prétraitement et de traitement) sans prendre en compte le coût de la réutilisation de

tout ou partie de l'existant. Sur la Commune des Crozets un surcoût a été intégré au regard de la présence de roche.

Pour les différents scénarii, nous avons réalisé des coûts moyens par installations réhabilitées quel que soit la filière (micro station, filière traditionnelle avec traitement par sol en place ou par sol reconstitué) parmi les différents scénario.

Les coûts moyens des installations réalisées en 2016 sur le territoire de la Communauté de Communes Jura Sud sont de 7 100 € TTC par logement.

Subventions disponibles pour l'assainissement non collectif :

De plus de nouvelles subventions sont à prendre en compte pour la réhabilitation des filières d'assainissement non collectif. En effet, dans son nouveau programme, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse met à disposition des subventions forfaitaires de 3000 € par logement si la filière d'assainissement non collectif remplit une des conditions suivantes :

- est inexistante
- se situe dans une zone à enjeu environnemental ou sanitaire
- présente des défauts de sécurité sanitaire
- présente des défauts de fermeture
- est implantée à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré.

Ces subventions ne sont pas systématiquement distribuées lors d'une réhabilitation de filière d'Assainissement Non Collectif, les habitations zonées en Assainissement Non Collectif dépendront du Service Public d'Assainissement Non Collectif, le Technicien de la collectivité déterminera quelles filières pourront bénéficier de ces subventions.

Le résultat des investigations sur le village des Crozets nous a été transmis, il en ressort que sur 115 habitations :

20 sont aux normes en vigueur

95 sont non conformes aux normes en vigueur

Les critères d'évaluation des installations sont précisés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Problèmes constatés sur votre installation	Zone sans enjeux sanitaires et environnementaux	Zone à enjeux sanitaires	Zone à enjeux à environnementaux
Absence d'installation	Non-respect de l'article L1331-1-1 du code de la santé publique obligation de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais (ne pouvant pas dépasser 4 ans)		
Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes)	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) obligation de réaliser des travaux de mise en conformité sous 4 ans ou dans un délai de 1 an si vente		
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation			
Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution			
Installation incomplète	Installation non conforme Article 4 - cas c) - travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme	Installation non conforme
Installation significativement sous-dimensionnée		> Danger pour la santé des personnes	> Risque environnemental avéré
Installation présentant des dysfonctionnements majeurs		Article 4 - cas a) - obligation de réaliser des travaux de mise en conformité - sous 4 ans ou dans un délai de 1 an si vente	Article 4 - cas b) - obligation de réaliser des travaux de mise en conformité - sous 4 ans ou dans un délai de 1 an si vente
Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

4.3 Scénario 1

Ce scénario simulera la mise en place d'un dispositif d'assainissement collectif sur une partie du village et de l'assainissement non collectif sur le reste.

Le zonage d'assainissement ainsi que le réseau à mettre en place résultant de ce scénario sont représentés par le plan en Annexe 1.

Réseaux

Il est prévu la mise en place d'un réseau pour la collecte des effluents. Le réseau existant servira de réseaux d'eaux pluviales.

Il est projeté la mise en en place de **2200 mètres linéaires** de canalisations avec un cout total de **491 902,00 € HT** pour la pose des canalisations.

61 habitations seront raccordées aux réseaux, **61 branchements** seront donc nécessaires pour un coût total de **73 680,68 € HT**.

Le coût total de la mise en place des réseaux d'eaux usées sera donc **565 582,68€ HT**

Assainissement Collectif :

Compte tenu du nombre d'habitants et des probables constructions ou rénovations de logements, nous allons dimensionner la station d'épuration pour 140 EH.

L'ouvrage de traitement a été étudié d'après l'outil d'aide créé par les parcs naturels régionaux du Haut Jura et du Morvan de 2009, les techniques les mieux adaptées tenant compte à la fois des performances de l'ouvrage ainsi que de leur coût sont les suivantes :

- Lit bactérien compact
- Lit fixe immergé aérobie
- Taillis de saules à très courtes rotations
- Filtres plantés de roseaux verticaux
- Filtres d'apatites plantées de roseaux

Au regard des différents éléments obtenus de cette étude, il en ressort que la filière la mieux adaptée au contexte de la commune est les Filtres plantés de Roseaux Verticaux, nous retenons donc ce procédé pour notre étude.

Le coût d'investissement pour ce procédé est de 800€ / EH. Ayant dimensionné l'ouvrage pour 140 EH, le coût global sera de 112 000.00 € HT.

La fiche descriptive de ce procédé est présentée en page suivante.



FILTRES PLANTES DE ROSEAUX VERTICAL

Culture fixée

I. DOMAINE D'UTILISATION	
Domaine d'utilisation conseillée	10 EH 50 EH 200 EH 500 EH 1 000 EH 2 000 EH
II. NATURE DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT	
Réseau d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Réseau de collecte des eaux usées séparatif conseillé Réseau unitaire toléré (avec un déversoir d'orage ou un ouvrage de régulation)
Sensibilité du procédé	
	<ul style="list-style-type: none"> Faible sensibilité du procédé aux eaux parasites. Variations de charge tolérées (facteur de variation maximale supporté environ égal à 10)
III. NATURE DES EFFLUENTS TRAITÉS	
	<ul style="list-style-type: none"> Essentiellement adapté aux eaux usées domestiques. Traitement des eaux usées agroalimentaires et agricoles limité.
IV. NIVEAU DE REJET CARACTÉRISTIQUE	

Niveaux de traitement atteints par le procédé : D4, conforme à l'arrêté du 22 Juin 2007

Niveaux de rejet donnés par les constructeurs :	
DBO ₅ : 25 mg/l	- NGL : 70 % d'abattement possible
DCO : 90 mg/l	- PT : 30 % d'abattement
MEST : 30 mg/l	- Abattement bactériologique : de 1 à 2 log
NH ₄ : 10 mg/l	

Synoptique de fonctionnement :

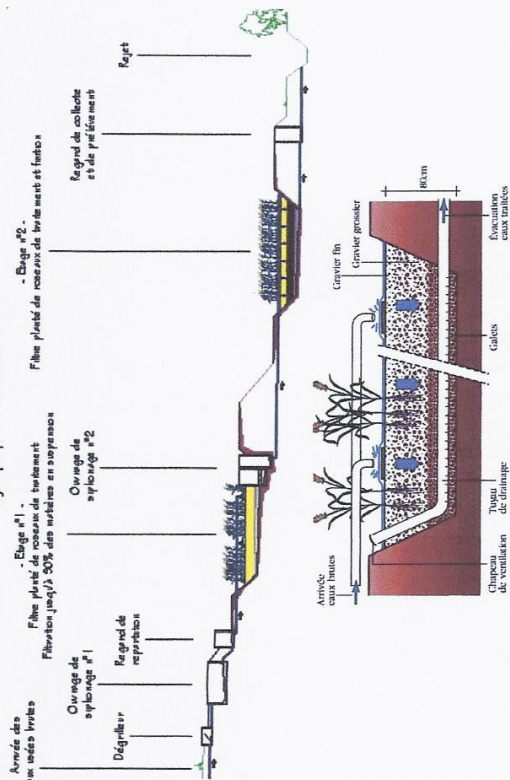


Figure 1 : Coupe transversale schématisée d'un filtre à écoulement vertical



STEP de Mardret (74) : 500 EH
Mise en service : Juin 2005

V. SOUS-PRODUITS D'ÉPURATION	Matériaux de curage
<ul style="list-style-type: none"> Matériaux provenant du curage des filtres plantés de roseaux. Production : 10 kg_{MS} / EH / an Boues stabilisées à 60 % Apparence pâteuse (siccité de 20 à 30 %) Fréquence de curage : tous les 10 à 15 ans en moyenne 	Devenir des matières
	Autres sous-produits
<ul style="list-style-type: none"> Epannage après stabilisation complète ou mise en centre de compostage Refus de dégrillage (élimination par la filière d'ordures ménagères classiques) Roseaux fauchés (mise en centre de compostage) 	

VI. CARACTÉRISTIQUES DU SITE D'ÉPURATION	Caractéristiques physiques
<ul style="list-style-type: none"> Pas de contre-indications particulières quant à la topographie du terrain (installation en terrain pentu envisageable avec des terrassements) Contraintes vis-à-vis des roches affleurantes (terrassements) Incompatible avec une nappe en proche sous-sol (à moins de 1 m) Altitude limite d'installation du procédé : 1 200 m 	Emprise au sol
<ul style="list-style-type: none"> Emprise au sol : de 5 à 10 m²/EH. 	Impact sur les habitations à proximité
<ul style="list-style-type: none"> Pas d'impacts néfastes sur les habitations proches (impacts sonores, olfactifs et visuels faibles) 	

VII. INFRASTRUCTURES	
<ul style="list-style-type: none"> Alimentation en eau potable fortement conseillée Présence d'énergie et de télécommunications optionnelle Couverture des installations impossible 	

VIII. EXPLOITATION	
<ul style="list-style-type: none"> Vérification du fonctionnement : une 1/2 heure deux fois par semaine, fauchage des végétaux : une fois par an Gestion des phases de repos et d'alimentation Entretien électromécanique si présence d'un poste de relèvement, entretien des abords Renouvellement des sables et des roseaux, curage des bassins plantés de roseaux 	Qualité requise du personnel d'exploitation : agent communal

IX. COÛTS (HT)	Investissement
<ul style="list-style-type: none"> De 50 à 200 EH : 1000 € / EH De 200 à 500 EH : 600 € / EH De 500 à 1 000 EH : 450 € / EH Au-delà de 1 000 EH : 350 € / EH 	Exploitation
<ul style="list-style-type: none"> De 9 à 20 € / EH / an 	

Source et photographies : Profils Etudes, SINT, SN Terly, Conseil Général de l'Ain, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.



Déconnexion des fosses :

La déconnexion des fosses septiques et fosses toutes eaux ainsi que le branchement au nouveau réseau de collecte des eaux usées représentent un coût moyen de 1 800 € HT par habitation.

Ayant 61 branchements, le coût de la déconnexion sera de **109 800,00 € HT**.

Coûts d'investissements du Scénario 1 :

Réseaux	565 582,68€ HT
Assainissement Collectif	112 000,00 € HT
Diverses études	8 000 € HT
Maitrise d'œuvre	15 000 € HT
Viabilisation ouvrage de traitement	15 000 € HT
TOTAL	715 582,68 € HT

Simulation Financière Scénario 1

Les coûts d'entretien de l'assainissement non collectif et de l'assainissement collectif sont différents, pour cette raison, il est important de réaliser une simulation du prix de revient des deux types d'assainissement sur une durée de 20 ans (durée de vie moyenne d'une station d'épuration et d'une filière d'assainissement non collectif).

Assainissement Collectif :

Le coût d'investissement et le coût d'entretien d'une station d'épuration sont répercutés sur le prix de l'eau potable par une taxe assainissement.

Pour la mise en place du réseau et de l'ouvrage de traitement, ainsi que la maîtrise d'œuvre et les diverses études, le coût d'investissement est de 715 582,68 € HT soit 858 699,22 € TTC.

Simulation de financement

Calcul du coût pour un investissement de

715 582,68 € amortissable sur 30 ans

Durée	30 ans
Taux	2,5 %
Annualités	16 346 €
Coût total crédit	490 380 €

Calcul de la taxe d'assainissement

Taxe d'assainissement	8,8 € / m ³
-----------------------	------------------------

Sachant que la consommation moyenne d'une habitation sur Essia est de 67 m³ par an, la taxe d'assainissement s'élèvera à :

$$8,8 \text{ €} \times 67 \text{ m}^3 = 589,6 \text{ € par an plus une part fixe annuelle de 60€}$$

Il faudra également prendre en compte la déconnexion des ouvrages de prétraitement ainsi que les travaux éventuels dans les habitations pour réaliser le raccordement avec un coût moyen de 1800 € HT soit 2160 € TTC par logement.

Simulation sur 20 ans :

$$589,6 + 60 = 649,60 \text{ € TTC par an de taxe assainissement}$$

$$649,60 \times 20 = 12\,992 \text{ € TTC de taxe assainissement sur 20 ans}$$

$$12\,992 + 2160 = 15\,152 \text{ € TTC avec la déconnexion des ouvrages de prétraitement ainsi que les travaux éventuels dans les habitations pour réaliser le raccordement.}$$

4.4 Scénario 2

Ce scénario simulera la mise en place de dispositifs d'assainissements Non collectif pour l'ensemble des maisons du village.

Assainissement Non Collectif :

Sur les 115 habitations simulées dans ce scénario, aucune installation d'assainissement non collectif n'est aux normes en vigueur, les 95 filières seront à réhabiliter.

Nous estimerons donc les réhabilitations avec un coût global de 7 100.00 € HT par habitation.

Par conséquent, la réhabilitation des filières d'assainissement non collectif représente un coût total de 674 500 € HT.

Coûts d'investissements du Scénario 2 :

Réseaux	0 € HT
Assainissement Collectif	0 € HT
Assainissement Non Collectif	674 500 € HT
TOTAL	674 500 € HT

Simulation Financière Scénario 2

Le coût d'investissement d'une filière d'assainissement non collectif est en moyenne de 7 100 € HT soit 8 200 € TTC par habitation.

Simulation de financement

Calcul du coût de la filière pour un investissement amortissable sur 20 ans

	Sans subvention
Taux	2.00%
Montant de la filière	8 520.00 € TTC
Subvention	0.00 €
Montant à financer	8 520.00 € TTC
Mensualités	43.10 €
Annualités	517.20 €
Coût total crédit	10 344.00 €

Le coût d'entretien se décompose de cette manière :

- prix du contrôle de bon fonctionnement du SPANC = 6.00 € par an
- prix de la vidange de l'ouvrage de prétraitement = 40.00 € par an

Les contrôles de bon fonctionnement des ANC sur la Communauté de Communes Jura Sud ont un coût de 60 € pour les propriétaires et sont réalisés tous les 10 ans. Ce qui représente des annuités de 6 €.

Concernant les vidanges des ouvrages de prétraitements, la Communauté de Communes Jura a négocié un marché de vidanges avec une société privée qui réalise les vidanges avec un coût moyen de 120 € selon les volumes à vidanger. Une vidange se réalise en moyenne tous les 4 ans, ce qui, à l'année représente 40 €.

Soit un coût de 46.00 € par an par installation.

Coût de la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif

	Sans subvention
Coût total crédit	10 344 €
Coût d'entretien	46 € x 20 ans = 920.00 €
Coût total	11 264 €

5 Synthèse

L'assainissement collectif n'est pas du tout adapté à une commune comme les Crozets, par conséquent, au vu des coûts d'investissements conséquents pour la mise en place d'une filière d'assainissement collectif, de la faible densité de l'habitat et de la faible perspective d'urbanisation, l'assainissement non collectif reste la meilleure solution.

Il est évident que les coûts des scénarii de mise en place d'assainissement collectif sont complètement démesurés par rapport à une commune comme les Crozets.

Si les scénarios d'assainissement non collectif retiennent l'attention de la municipalité, il sera nécessaire de réaliser des études à la parcelle pour la mise en place des filières d'assainissement non collectif aux vues des terrains non homogènes.

Enfin de plus en plus de propriétaires de la commune ont déjà faire le nécessaire pour pouvoir réhabiliter leurs filières d'assainissement non collectif durant 2017 et profiter des subventions accessibles.

6 Choix du Conseil Municipal

La commune de commune des Crozets choisi le scénario 2

La commune des Crozets est concernée par :

- une zone d'assainissement non collectif

6.1 L'assainissement collectif

La mise en place de l'assainissement collectif sur les Crozets ne peut pas être justifiée en raison d'un coût d'investissement trop élevé dû à la faible urbanisation locale et aux sorties d'eaux usées des maisons non regroupées.

6.2 L'assainissement non collectif

L'assainissement non collectif a été retenu pour l'intégralité des habitations recensées sur le territoire communal.

6.3 Le zonage relatif aux eaux pluviales

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose aux communes, ou à leur établissement public de coopération, la délimitation, après enquête publique, les zones suivantes :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement

- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Il ressort des études préalables qu'aucun problème majeur de ruissellement des eaux n'a été constaté sur la commune, il n'y a donc pas lieu de prévoir des ouvrages de stockage ou d'épuration des eaux pluviales.

LISTE DES ANNEXES

- ANNEXE 1 : Plan de zonage et réseaux projetés Scénario 1
- ANNEXE 2 : Plan de zonage Scénario 2
- ANNEXE 3 : Règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes Jura Sud
- ANNEXE 4 : Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal
- ANNEXE 5 : ARRETE PREFECTORAL N°883 DU 01/07/2009 DE PROTECTION DE BIOTOPE DE L'ECREVISSE A PATTES BLANCHES ET DE LA FAUNE PATRIMONIALE ASSOCIEE
- ANNEXE 6 : Carte des périmètres de captages